DIALOGUE

La lettre d'information de DIAL

Numéro 40 **Avril 2015**

Editorial

Ce n'est un secret pour personne : la population des pays en développement croît rapidement, particulièrement en Afrique sub-saharienne, où 400 millions de jeunes devraient faire leur entrée sur le marché du travail au cours de la prochaine décennie. Que vont-ils devenir ? La question est particulièrement brûlante et l'Europe concernée au premier chef, qui assiste impuissante à la transformation rapide de la mer Méditerranée en un gigantesque cimetière, où se noient en nombre toujours plus grand des cohortes de jeunes actifs, poussés par la pauvreté et le manque d'emploi à tenter sur des embarcations de fortune de rejoindre ce qu'ils imaginent être l'Eldorado européen. On peut à bon droit déplorer le manque de courage des européens – et nous en sommes - qui préfèrent ne pas voir ce drame en cours de développement, plutôt que d'accepter d'accueillir notre part de misère humaine. La crainte de l'appel d'air y est sans doute pour beaucoup et la possibilité de bâtir une forteresse pour nous protéger de ces flux migratoires peut faire illusion quelque temps. Mais les chiffres sont là, implacables, et l'urgence d'améliorer les perspectives d'insertion des jeunes vivant dans les pays en développement chaque jour plus pressante, faute de quoi la migration restera la seule alternative. Tout est-il déjà joué ? Non. Les pays en développement en général et l'Afrique sub-saharienne en particulier ne semblent pas avoir été affectés outre mesure par la crise économique déclenchée en 2008. Ainsi sur la période 2000-2013 les pays à bas revenus ont connu une croissance annuelle de leur PIB très nettement plus élevée que les pays à revenus élevés (5,7% en moyenne contre 1,7%) et l'Afrique sub-saharienne, même si elle reste encore aujourd'hui la zone qui concentre le plus grand nombre de pauvres, n'est pas en reste, avec un taux de croissance moyen sur cette période de 5,2 l'an (contre seulement 2,7% entre 1990 et 2000). De plus l'Afrique sub-saharienne est relativement peu peuplée avec une densité estimée en 2013 de 40 habitants au km² contre 421 en Inde et 145 en Chine. Il n'y a donc aucune fatalité à ce que les jeunes vivant dans les pays en développement, et particulièrement en Afrique sub-saharienne, rejoignent tous le train des migrants à destination des pays à hauts revenus. Comment alors favoriser l'insertion des jeunes sur le marché du travail dans les pays à bas revenus ? Quels rôles sont dévolus à l'éducation, la formation professionnelle et le réseau social et familial ? Quelles politiques peuvent être imaginées pour accélérer cette insertion ? Telles sont quelques-unes des questions dont traite l'article de Björn Nilsson et Charlotte Guénard dans l'article qui constitue le cœur de ce nouveau numéro de DIALOGUE. Comme toujours en avril, cette édition est également l'occasion de faire le bilan de l'année 2014 et d'attirer l'attention sur quelques actions phares de l'UMR : l'école d'hiver de Pondichéry et l'ouverture d'un double diplôme Université Paris Dauphine-Graduate Academy of Social Sciences au Vietnam. Rappelons enfin la tenue prochaine de deux événements scientifiques organisés par DIAL : le 13ème workshop "Pension, Insurance, Savings" en partenariat avec Harvard (28-29 mai) et la 3ème conférence internationale sur le développement (2-3 juillet). Tous deux se tiendront à l'université Paris Dauphine.

Philippe De Vreyer & Flore Gubert

DIALOGUE
est une publication semestrielle de DIAL éditée à 1.500 exemplaires en français et en anglais.

Formule d'abonnement gratuit disponible sur notre site **www.dial.prd.fr**

Directeur de publication : Jean-Paul Moatti
Rédacteurs en chef : Flore Gubert, Philippe De Vreyer
Conception graphique : www.iAntal.com

N°ISSN : 3451-7761
UMR DIAL 225
Institut de Recherche pour le Développement
Université Paris-Dauphine

4, rue d'Enghien • 75010 Paris • Téléphone (33) 01 53 24 14 50 • Fax (33) 01 53 24 14 51 • www.dial.prd.fr

L'INSERTION DES JEUNES DANS L'EMPLOI DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Introduction

Dans le numéro 27 de *Dialogue* paru en 2007, la pauvreté statistique concernant les données sur le marché du travail des pays africains avait été soulignée en introduction d'un article sur la thématique de l'emploi des jeunes en Afrique. Ce numéro faisait suite à un travail de recension des publications et statistiques existantes sur le continent suite à une commande de l'Agence Française de Développement (DIAL, 2007). C'est à partir d'un autre constat - les conditions difficiles d'insertion et d'accès à un emploi stable des jeunes – que l'on peut souligner une autre lacune statistique : celle concernant les expériences des jeunes sur le marché du travail.

En 2013, 73 millions de jeunes étaient au chômage (OIT, 2013), soit un taux de chômage de 12,6%[1] qui devrait continuer à croître pour se situer à 12,8% en 2018. 341 millions de jeunes se trouvent dans des situations d'oisiveté dans la catégorie NEET (Not in Employment, Education, or Training) : 41 % des jeunes en moyenne dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (Banque mondiale, 2014), 20,3 % en Amérique latine (ILO 2013, p. 69), 23 % des 10-24 ans en Afrique de l'Ouest (Roubaud, Torelli, 2013, p. 90). Pourtant, les enquêtes ciblant spécifiquement les jeunes ainsi que leurs transitions entre le système éducatif et le marché du travail sont peu nombreuses, notamment dans les pays en développement. Cette réalité, ainsi que la nécessité de mettre en œuvre des politiques publiques adaptées et prenant appui sur des exemples de bonnes pratiques, a donné naissance au *Global Partnership for Youth Employment*. Créé en 2008, il constitue une plateforme de collecte et de diffusion de résultats scientifiques liés à la question de l'emploi des jeunes, en vue d'appuyer la conception de politiques favorisant l'insertion des jeunes.

Dans la même veine, le *Programme sur l'emploi des jeunes* de l'OIT s'est engagé dans un partenariat public-privé avec la fondation Mastercard, en vue d'accroître le corpus de connaissances relatives à l'expérience des jeunes sur le marché du travail. Le partenariat*Work4Youth* prévoit notamment d'effectuer 56 enquêtes (interrogeant 120 000 jeunes[2] dans le monde) sur la transition des jeunes entre l'école et le marché du travail. La première vague de cette enquête (*School-to-Work Transition Survey, SWTS*), qui s'appuie sur une expérience pilote menée par l'OIT en 2006 dans 10 pays, fournit un aperçu de la transition des jeunes dans 28 pays du monde. Cette initiative permet une première analyse systématique des transitions des jeunes dans les pays en développement, sachant que cette question fait l'objet d'un intérêt grandissant dans les pays développés depuis déjà un certain temps (Ryan, 2001).

En 2007, la principale base de données sur l'emploi de l'OIT fournissait seulement des informations sur l'activité des jeunes pour 11 pays africains en 2007, dont 7 sub-sahariens (faute d'enquêtes emploi conduites régulièrement). Depuis 2008, 34 pays africains ont effectué des enquêtes permettant *a minima* de calculer un taux global de participation sur le marché du travail. Cependant, les enquêtes régulières sur l'emploi restent rares et sont surtout mises en place par des pays à revenu intermédiaire. Autre initiative de l'OIT en partenariat avec Understanding Children's Work (UCW), *youthSTAT* rassemble des indicateurs liés au marché du travail des jeunes tirés d'enquêtes nationales pour 70 pays.

Les tendances démographiques lourdes et l'importance croissante du travail informel depuis les années 1980 rendent nécessaires l'utilisation de dispositifs prenant en compte la dynamique complexe des trajectoires sur le marché du travail[3]. En ce sens, les enquêtes *1-2-3*, qui répondent à ce besoin tout en permettant d'extraire les indicateurs classiques relatifs au marché du travail, sont menées avec succès dans un nombre grandissant de pays (Maroc, Mexique, Pérou,

1 Le taux de chômage d'avant-crise, en 2007, était de 11,5%.

2 15-29 ans.

3 Sur le développement du secteur informel, voir Cling *et al.* (2015)

Bénin, Burundi pour ne citer que quelques pays qui ont mené plusieurs vagues). En Afrique sub-saharienne, de telles enquêtes ont été menées en milieu urbain entre 2001 et 2005 à Cotonou, Ouagadougou, Abidjan, Bamako, Niamey, Dakar, Lomé, Yaoundé, Douala, Kinshasa et Antananarivo à plusieurs reprises. Ainsi, on sait désormais que beaucoup de jeunes africains sont actifs: dans les capitales d'Afrique de l'Ouest étudiées, 57,9 % des jeunes de 15 à 29 ans sont actifs (Roubaud, Torelli, 2013, tableau 4 p. 61). Parmi les plus jeunes, âgés de 10 à 20 ans, 35 % en moyenne sont actifs dans ces mêmes capitales, avec des taux d'activité plus faibles (25 %) à Niamey et Bamako où ils sont pourtant plus nombreux. En ville du moins, les jeunes filles sont proportionnellement plus présentes sur le marché du travail que les jeunes hommes. « *Entre 35 % et 43 % des jeunes habitantes de Cotonou, Abidjan et Lomé sont actives : 13 à 15 points de plus que leurs homologues masculins aux mêmes âges* » (Roubaud, Torelli, 2013, p. 62).

Seulement 15,2 % des 10-29 ans de ces villes africaines sont chômeurs au sens du BIT, ce qui n'empêche pas qu'un chômeur sur quatre a entre 15 et 24 ans (un sur deux à Ouagadougou), l'âge moyen des chômeurs étant de 30 ans (Roubaud, Torelli, 2013). Cela dit, le constat change si l'on considère le taux de chômage élargi[4] des jeunes qui s'établit à 20,9 % sur les capitales ouest-africaines, atteignant 38,9 % à Kinshasa pour l'Afrique centrale.

In fine, même si des efforts ont été fournis pour augmenter le stock de données relatives aux jeunes dans les pays en développement, les études sur la dynamique du marché du travail se heurtent toutes à l'absence de production régulière de données sur ce thème. L'absence d'études dynamiques constitue un obstacle majeur notamment lorsque l'on sait que les jeunes sont souvent les premiers à pâtir des chocs affectant les économies, comme cela a été le cas en Haïti lors du séisme en 2010 (Zanuso, Roubaud, Torelli, 2014). Il faut également être conscient du biais urbain des études sur le marché du travail et sur le travail des jeunes *a fortiori ;* nous manquons encore cruellement d'études sur la situation des jeunes ruraux, par manque de données comparatives notamment.

Quel marché du travail attend les jeunes à la sortie de l'école ?

La transition des jeunes sur le marché du travail ne relève pas d'un processus uniforme, et les tentatives pour la définir se heurtent à l'hétérogénéité des contextes dans lesquels elle se déroule. Première transition concernée et étudiée : la transition entre l'école et l'emploi (*school-to-work* transition) ne bénéficie pas non plus d'une définition universellement adoptée. Pour Ryan (2001), cette transition relève aujourd'hui tout de même d'un processus singulier, défini par la période comprise entre la fin de l'école obligatoire et l'obtention d'un emploi stable et à plein temps. Il reste cependant à savoir ce qui constitue un emploi stable. L'approche retenue dans les enquêtes SWTS est à la fois plus pragmatique et plus fine. La transition débute au moment où l'individu quitte l'école, quel que soit le niveau atteint et s'achève lorsque celui-ci obtient un emploi remplissant des critères basiques de décence (ILO, 2009). Ainsi, avoir un emploi temporaire ou travailler à son propre compte – pourvu que l'individu déclare en être satisfait, suffit pour considérer la transition achevée.

Shehu et Nilsson (2014) notent cependant (en s'appuyant sur les enquêtes SWTS de 20 pays) que si la part des jeunes travailleurs informels dans l'échantillon total est de 75%, ceux-ci représentent une proportion moindre parmi les jeunes ayant achevé leur transition. Les jeunes qui travaillent dans le secteur informel ou de façon informelle dans le secteur formel sont en effet moins souvent satisfaits de leur emploi (23% d'insatisfaction versus 9% pour les travailleurs « formels »). Par ailleurs, le niveau de satisfaction des jeunes travaillant dans le secteur informel est moindre que celui des jeunes qui travaillent de façon informelle dans le secteur formel et la région Afrique

4 On ajoute aux chômeurs BIT les inactifs qui, bien que n'ayant pas cherché de travail au cours du mois de référence, restent disponibles si on leur en proposait un.

Sub-saharienne est celle où les employés informels sont les moins satisfaits. L'informalité apparaît ainsi clairement corrélée avec l'insatisfaction dans l'emploi, y compris lorsque l'expérience passée sur le marché du travail est prise en compte. Ceci est conforme aux résultats de Razafindrakoto, Roubaud et Wachsberger (2012) pour le Vietnam où le secteur informel apparaît un choix par défaut pour beaucoup de jeunes.

Les informels ont aussi l'impression de connaître une plus grande précarité de leur emploi : ils sont en proportion moins nombreux à estimer que leur emploi sera maintenu dans les 12 mois que les travailleurs formels (57% versus 74%). Cette précarité apparente va de pair avec une volonté de changer de situation d'emploi, plus fréquente pour les informels que les formels (52% versus 28%). Parmi les raisons avancées, la plus fréquemment citée est liée à la rémunération insuffisante.

L'expérience sur le marché du travail n'étant pas un processus statique, il est probable que les individus revalorisent leurs possibilités d'insertion au fur et à mesure que surviennent des événements marquants de la vie. Il est également probable que la probabilité d'insertion varie avec le passage du temps. Le temps passé dans un « état » donné sur le marché du travail ferait donc évoluer la probabilité de transition vers un autre état. A cet égard, Nilsson et Shehu (2014) montrent que la satisfaction des jeunes est liée au nombre et à la durée de leurs périodes passées au chômage. Plus l'individu a passé du temps au chômage, moins il est enclin à être satisfait dans son emploi actuel. En même temps, le fait d'avoir des expériences de chômage dans le passé accroît la probabilité d'avoir achevé la transition.

Une segmentation des jeunes en termes d'emplois recherchés pourrait en être l'origine. Ceux qui peuvent s'offrir le « luxe » relatif de prendre le temps de chercher un emploi et donc d'être au chômage en l'absence d'indemnisation, sont également ceux qui finissent par trouver un emploi stable. Parallèlement, il s'agit sans doute d'individus aux attentes plus élevées, ce qui expliquerait la relative insatisfaction éprouvée dans leur emploi actuel.

La segmentation du marché du travail en un marché formel et informel rejoint l'idée d'un secteur d'emploi de qualité versus un secteur précaire. Dans l'informel, un tiers des actifs a moins de 25 ans dans les capitales ouest-africaines ; 90% des jeunes de 15 à 20 ans qui occupent un emploi sont dans l'informel, 80 % entre 20 et 24 ans (Roubaud, Torelli, 2013). Dans deux grandes villes congolaises (Brazzaville et Pointe Noire), Kuépié et Nordman (2012-2013) font état d'une situation également difficile des jeunes, notamment en termes de chômage et de rémunération. La transition des jeunes s'avère être un processus délicat dans ce contexte, car un tiers des jeunes qui se présente sur le marché du travail ne trouve pas d'emploi. Les individus sans emploi mais disponibles pour travailler représentent 42% des jeunes actifs, et 9 sur 10 de ces jeunes sont à la recherche de leur premier emploi. Les inégalités d'accès à l'emploi se manifestent également lorsque le secteur est pris en considération. Les jeunes diplômés, autrefois absorbés par le secteur public, éprouveraient aujourd'hui de plus en plus de difficultés pour l'intégrer, se retrouvant ainsi surreprésentés à la fois dans le secteur informel et parmi les chômeurs. On observe ce « paradoxe » des taux de chômage qui augmentent avec le niveau d'instruction des jeunes dans d'autres contextes, en particulier pour les femmes en Inde et en Asie du Sud en général, et dans d'autres pays africains (Tanzanie, Rwanda par exemple) où existe un petit secteur formel et où les demandeurs d'emploi recherchent la sécurité de l'emploi. Ainsi, si l'éducation semble rester une condition nécessaire pour l'obtention d'un emploi stable et de qualité, elle est loin d'être suffisante.

Il faut noter que les jeunes femmes sont plus touchées par ces situations de vulnérabilité sur le marché du travail que les jeunes hommes : par exemple, elles sont plus affectées par le sous-emploi que les jeunes hommes, quel que soit l'indicateur de sous-emploi considéré. Leur taux d'oisiveté est deux fois plus élevé que celui des hommes en Afrique de l'Ouest, autour de 30 % en

moyenne contre 15 % pour les hommes (Roubaud, Torelli, 2013, p. 89).

Les jeunes : premières victimes en cas de crise

La position fragile des jeunes se traduit non seulement par une précarité en termes de statut et de conditions de travail, mais également par une plus forte vulnérabilité. En exploitant deux enquêtes sur les conditions de vie des ménages (2007 et 2012) Zanuso, Roubaud et Torelli (2014) s'intéressent aux effets du séisme qui a frappé Haïti en 2010 et constatent une très forte augmentation des taux d'activité, touchant particulièrement les jeunes de 10 à 19 ans, couplée à une forte baisse du chômage. La dégradation de l'environnement économique consécutive au tremblement de terre a impliqué que de nombreuses familles ont dû envoyer leurs enfants travailler pour assurer des revenus complémentaires. Les mêmes conditions économiques défavorables impliquent que l'attente d'un emploi de qualité est devenue impossible pour une partie de ces jeunes, comme en témoigne la contraction du chômage dans cette catégorie d'âge.

La vulnérabilité des jeunes haïtiens est également manifeste lorsque l'on regarde la qualité de leurs emplois et son évolution depuis 2007. La proportion d'emplois vulnérables a augmenté chez les jeunes (tandis qu'elle a baissé chez les adultes), et leur revenu moyen a baissé de 59% tandis qu'il a augmenté de 23% pour les adultes. Le séisme a également provoqué un glissement vers le secteur primaire, ici encore de façon plus marquée chez les jeunes (+28 points contre +3 points pour les adultes).

En Afrique, la République Démocratique du Congo a connu un passé tourmenté, avec 4 millions de morts pendant et dans les suites de la deuxième guerre du Congo (1998-2002)[5]. Deux enquêtes sur les conditions de vie des ménages (1-2-3) effectuées en 2004-2005 et en 2012 permettent de rendre compte de l'évolution des conditions d'emploi des jeunes dans la période post-crise marquée par une situation politique encore extrêmement fragile (avec notamment des conflits persistants dans l'Est du pays). On constate un repli de l'activité et une montée du chômage pour toutes les catégories d'âge (le taux de chômage passe de 4.5% à 5.4%, le taux d'activité de 60.9% à 55.9% (Kankwanda, Nkenda, Nilsson, Roubaud, Torelli, Wachsberger, 2014). La relative stabilisation, sur une partie du territoire du moins, semble ainsi à moyen terme produire l'évolution inverse de celle observée en Haïti. Ici encore, les effets sont plus visibles chez les jeunes (+2.9 points de taux de chômage pour les 15-29 ans contre +0.9% pour la population totale), notamment à Kinshasa, et s'accompagnent d'une progression des taux de scolarisation. En même temps, la réduction des taux d'activité est légèrement plus poussée chez les jeunes (-5,1 points pour les 15-29 ans, contre -4,4 points pour les 30-49 ans). Les inflexions de l'activité semblent ainsi plus marquées chez les jeunes, qui sont donc les premiers à « payer le prix » d'un choc sur l'environnement économique.

Les jeunes paient le lourd tribut de la crise actuelle, subissent de plein fouet la dégradation des conditions d'emploi, et cela malgré une massification impressionnante de la scolarisation partout ou presque. C'est encore trop souvent une destinée précaire, insatisfaisante et mal rémunérée qui attend potentiellement les individus s'engageant sur le marché du travail dans les régions du monde en développement. Quelles sont les armes pour lutter contre ces conditions précaires ?

L'importance des réseaux

L'importance du réseau dans la recherche d'un emploi a été soulignée dans la quasi-totalité des marchés du travail étudiés (Jackson, 2010). Le réseau, composé de liens faibles et de liens forts (Granovetter), est un vecteur d'information sur les opportunités à la fois pour les jeunes actifs, qu'ils soient entrepreneurs, salariés ou chômeurs, et pour les employeurs potentiels pouvant supposer une homogénéité en termes de productivité entre membres d'un même réseau.

5 Le coût direct et indirect en vie humaines est extrêmement difficile à estimer. Des flambées de violence ont continué et continuent à apparaître sur l'ensemble du territoire, notamment à l'est du pays où les mutineries et tentatives des diverses factions se sont multipliées après la signature d'un cessez-le-feu en décembre 2002.

Nordman et Pasquier-Doumer (2015) étudient la question des transitions entre situations sur le marché du travail à partir d'un échantillon de 2 812 individus enquêtés à Ouagadougou. En retenant une liste de six variables mesurant le réseau social ils examinent influence des liens forts sur la durée de la transition entre deux états sur le marché du travail. Leurs résultats suggèrent que la probabilité d'obtenir un emploi augmente avec la distance avec la ville d'origine ainsi qu'avec les membres de la famille. Deux mécanismes peuvent être évoqués pour expliquer ce résultat. Premièrement, avoir un réseau éloigné implique un filet de sécurité moins efficient. Ainsi, des migrants loin de leur famille peuvent avoir plus d'incitations à trouver un emploi, et être moins en capacité d'attendre l'obtention d'un emploi de qualité. Deuxièmement, le réseau (ici, la famille) peut estimer avoir un droit de tirage sur les revenus de ses membres, ces revenus étant mieux connus lorsque la famille habite près de l'individu. Un tel mécanisme a déjà été mis en avant dans la littérature (e. g. Grimm et al 2013) et est mentionné dans les entretiens qualitatifs qui ont été menés par les auteurs. Enfin, le réseau peut également jouer positivement dans la transition. Nordman et Pasquier-Doumer montrent que les ressources des frères et sœurs (mesurées essentiellement par le fait de détenir un emploi dans le secteur public) jouent positivement sur la transition. L'interprétation en est que les contacts des frères et sœurs facilitent l'accès à ce type d'emploi. Utilisant les enquêtes SWTS provenant de 12 pays d'Afrique, d'Europe de l'est et d'Asie, Nilsson (2015) trouve des corrélations entre les trajectoires des frères et sœurs sur le marché du travail. Avoir des membres de la famille qui « réussissent » réduirait la durée de la transition vers un premier emploi, tandis qu'avoir des frères et sœurs inactifs ou au chômage l'augmenterait. Les données indiquent également une segmentation du marché du travail : avoir des membres de la fratrie qui obtiennent un emploi salarié accroît la probabilité de transiter vers un emploi salarié, tandis qu'avoir des frères et sœurs qui transitent vers le secteur informel ne semble pas l'accroître.

Depuis que Becker et Lewis ont suggéré un arbitrage quantité-qualité des enfants, la littérature économique s'est intéressée aux inégalités intra-ménages, la plupart du temps en termes d'éducation, de revenu ou de salaires. Ainsi il a été suggéré que la taille de la fratrie a des effets sur la réussite des enfants. Ni l'étude de Nordman et Pasquier-Doumer (2015), ni l'analyse provisoire de Nilsson (2015) ne permettent de mettre en évidence un lien entre la taille de la fratrie et la durée de la transition vers un emploi (ce qui est cohérent avec ce que la littérature a trouvé en s'intéressant à l'éducation et au revenu). Ainsi, la qualité plutôt que la taille du réseau semble être un facteur déterminant pour l'insertion sur le marché du travail.

L'insertion sur le marché du travail ne se fait pas nécessairement à travers l'obtention d'un travail salarié. De nombreux jeunes entrent sur le marché du travail en tant qu'entrepreneurs. Fafchamps et Minten (2002) ont constaté l'importance du réseau social chez les commerçants agricoles à Madagascar. Nordman et Vaillant (2014) lancent un regard croisé sur le Vietnam et Madagascar, et montrent que le travail familial est associé à une plus faible productivité, mais que cet écart se réduit lorsque l'entrepreneur gagne de l'expérience. Mais en dehors des réseaux, comment les jeunes peuvent-ils espérer s'insérer sur le marché du travail dans de bonnes conditions?

L'éducation et la formation professionnelles, passeports pour un meilleur emploi ?

La question de la formation dont les jeunes disposent à leur entrée sur le marché du travail est importante afin de déterminer si elle est un facteur limitant ou un levier possible vers un emploi de bonne qualité. Si les statistiques attestent d'une montée progressive et *quasi* universelle[6] du niveau éducatif des

6 Ce n'est pas le cas par exemple au début des années 2000 dans le secteur informel des capitales ouest-africaines dans lequel les jeunes sont encore très peu éduqués – 3,3 ans en moyenne de scolarisation – et selon les capitales encore moins que leurs aînés (à Abidjan et Cotonou notamment) (Nordman et Pasquier-Doumer, 2014).

jeunes générations depuis environ deux décennies, nous avons vu que l'éducation ne protégeait pas nécessairement du chômage. En est-il ainsi pour tous les types de formations? Trop peu d'études quantitatives portent sur l'ampleur et les gains de la formation professionnelle « sur le tas » (*on-the-job training*), qu'elle soit formelle ou informelle via l'apprentissage traditionnel. Les travaux de Chort, De Vreyer et Marazyan (2014) sur le Sénégal, de Nordman et Pasquier-Doumer (2014) sur l'Afrique de l'Ouest, contribuent toutefois à combler partiellement ce manque au niveau de la recherche.

Il existe des stratégies familiales consistant à « placer » de jeunes membres de la famille en apprentissage ou comme aide-familiaux avant d'organiser leur passage dans le secteur formel. Comme le montrent Chort, De Vreyer et Marazyan (2014) à partir d'une enquête originale[7], une telle stratégie n'est pas automatiquement gagnante sur le plan financier. En effet, les aides-familiaux ou apprentis sénégalais - qui sont estimés à environ 400 000 jeunes très majoritairement dans des entreprises informelles - se retrouvent avec un niveau de rémunération équivalent à celui de leur ancien statut lorsqu'ils accèdent à un statut de salarié. Toutefois, ce niveau de rémunération est plus de deux fois inférieur au niveau de rémunération des salariés entrant dans le monde du travail directement comme salarié. Cette différence tient au niveau éducatif des uns et des autres, l'apprentissage n'étant que peu valorisable sur le marché de l'emploi formel, contrairement à une éducation plus classique. Il concerne pourtant des cohortes de jeunes sénégalais plus nombreuses qu'autrefois (en 2006 : 23,9% des individus nés entre 1970 et 1989 contre 6% de leurs aînés nés entre 1930 et 1949).

Nordman et Pasquier-Doumer (2014) montrent, quant à eux, que sur l'ensemble des capitales ouest-africaines (enquêtes *1-2-3*), les travailleurs qui ont suivi un apprentissage traditionnel occupent une position intermédiaire : ils ont de meilleures conditions de travail et de rémunération que ceux qui n'ont pas du tout de formation technique ou professionnelle, mais un moins bon accès aux emplois formels que ceux qui ont suivi une formation professionnelle ou généraliste. Notons par ailleurs que dans les capitales d'Afrique de l'ouest, seuls 37% des individus qui ont suivi une formation professionnelle (essentiellement des hommes) travaillent dans le secteur informel, contre 50% parmi ceux qui ont un niveau équivalent dans le système secondaire « classique ». La formation professionnelle y procure donc une meilleure insertion professionnelle que l'enseignement général et lorsqu'elle est de haut niveau, elle permet d'atteindre des rémunérations supérieures à celles tirées de la formation générale. Ces résultats sont encourageants dans un sens, mais ils ne concernent qu'une infime partie des cohortes de jeunes sur le marché du travail : au Sénégal par exemple aujourd'hui, seuls 7000 jeunes par an sont formés par l'enseignement technique et la formation professionnelle (Chort *et al.*, 2014). Par ailleurs, encore aujourd'hui, on note une assez forte inadéquation des formations aux besoins du marché du travail, en particulier en Afrique. Par exemple, seulement 2 % des étudiants sont spécialisés dans l'agriculture (niveau ingénieur) malgré l'importance, tant en emplois qu'en création de richesse, de ce secteur pour le continent. Or, alors que la forte croissance des villes continue à attirer les populations et les activités, les jeunes subsahariens restent encore massivement des ruraux ou vivent dans des petites villes (Boyer et Guénard, 2014). Aujourd'hui, 60 % des premiers emplois des jeunes urbains en Afrique Subsaharienne sont encore dans l'agriculture et les demandeurs d'emploi y seront majoritairement ruraux jusqu'en 2035 (Losch, 2012).

Quelle évaluation des dispositifs d'insertion des jeunes[8]?

Alors que le secteur informel offre aux jeunes des emplois majoritairement mal rémunérés et de mauvaises conditions de travail, les institutions internationales mettent désormais l'accent sur le développement de

7 Première vague (2006-2007) de l'enquête nationale Pauvreté et Structure Familiale (PSF).

8 Ce rapide bilan reprend la synthèse qui est faite sur ce point dans Boyer et Guénard (2014).

ce secteur multiforme pour répondre au défi de l'emploi des jeunes, non seulement à travers un effort particulier sur l'apprentissage (formel et informel), mais aussi par des aides au développement de l'entrepreneuriat. Lorsque des programmes publics pour l'emploi et la formation des jeunes existent, ils mettent l'accent sur l'acquisition de compétences commerciales et/ou techniques, également comportementales, parfois combinées avec des mesures visant à lever les contraintes du crédit. Coûteux, ils sont fragmentés entre des administrations trop nombreuses et mal coordonnées et insuffisamment complets pour remédier à tous les écueils qui freinent l'activité des jeunes.
En définitive, il existe aujourd'hui une myriade de projets du type « facilitation de l'entrepreneuriat »[9] sans qu'il soit possible d'en avoir une vision synthétique, faute d'évaluation systématique. En effet, rares sont les évaluations sur les dispositifs d'aide à l'insertion des jeunes dans les pays en développement, et en Afrique en particulier. Une recension des initiatives mondiales effectuée par Betcherman *et al.* (2007)[10], pointe le fait que très peu de dispositifs sont évalués sérieusement, quand ils le sont (40 % seulement des programmes recensés).

D'une manière générale, s'il est impossible de tirer un bilan global des expériences africaines en matière de programmes ciblés sur l'emploi, l'intégration et l'employabilité des jeunes, une vision intégrée combinant des services de formation qualifiante, de promotion de l'esprit d'entreprise et de traitement des questions sociales est donc conseillée par les bailleurs de fonds. Ces programmes ciblent la plupart du temps des jeunes disposant de faibles revenus, de faibles niveaux d'instruction, des jeunes femmes ou des jeunes handicapés.
Ce constat d'un manque d'évaluations sérieuses des dispositifs mis en place jusqu'alors semble avoir suscité une réaction des institutions internationales. Pour preuve, la Banque mondiale finance actuellement au moins 13 programmes dont 9 en Afrique sub-saharienne, parmi lesquels au moins trois sont en cours d'évaluation : un au Bénin (*Benin Youth Employment Project*), un en Côte d'Ivoire (*Côte d'Ivoire Emergency Youth Employment and Skills Development Project*) et un en République du Congo (*Republic of Congo Skills Development for Employability Project*) selon des protocoles d'évaluation d'impact variés.
Ces évaluations en cours devraient aider à mieux mesurer l'impact des programmes d'aide à l'insertion des jeunes. Permettront-ils une meilleure insertion *in fine* ? Rien n'est moins sûr compte tenu des défis démographiques : près de 90% des jeunes vivent dans des pays en développement (OIT, 2013) et la population de jeunes en âge de travailler devrait augmenter de plus de 400 millions d'individus à l'horizon de la prochaine décennie (United Nations, 2013), principalement en Afrique et dans les pays à forte population (Inde, Indonésie, Philippines par exemple). L'étude des conditions de leur insertion sur le marché du travail après ou pendant leur scolarité est absolument nécessaire. Les travaux de chercheurs de DIAL rapidement présentés ici aident à mieux appréhender les conditions de travail de ces jeunes, principalement africains, et les canaux qui leur permettent cette insertion.

Charlotte Guénard
Björn Nilsson
Contact : nilsson@dial.prd.fr
guenard@dial.prd.fr

Références

Boyer F., Guénard C. (2014). Sous-employés, chômeurs ou entrepreneurs : les jeunes face à l'emploi. *Autrepart*. N° 71, p. 3-31.

Cling J.-P., Lagrée S., Razafindrakoto M., Roubaud F. (2015), *The informal economy in developing countries*, London and New York, Routledge.

Chort I., De Vreyer P., Marazyan K. (2014). L'apprentissage au Sénégal, détermi-

9 http://www.youth-employment-inventory.org
10 Les auteurs font l'inventaire des interventions d'appui à l'emploi des jeunes à partir de 289 études relatives à des interventions entreprises dans 84 pays de toutes les régions du monde.

nants et trajectoires, *in* Boyer F., Guénard C. (dir.), *Les jeunes du Sud face à l'emploi. Autrepart*. N°71. p. 175-194.

DIAL (2007). Youth and labour markets in Africa: a critical review of literature. DT DIAL n°2007-02; Working Paper N°49. Département de la recherche. Agence Française de Développement (AFD). 67 p.

Fafchamps M., Minten B. (2002). Returns to social network capital among traders. *Oxford economic papers*, *54*(2), p. 173-206.

Grimm M., Gubert F., Koriko O., Lay J., Nordman C. J. (2013). Kinship ties and entrepreneurship in Western Africa. *Journal of Small Business & Entrepreneurship*, *26*(2), 125-150.

ILO (2013). Labour Overview. Latin America and the Caribbean, Regional Office for Latin America and the Caribbean. Lima. 128 p.

ILO (2009). School-to-work transition survey: A methodological guide, International Labour Office. Geneva: ILO.

Jackson M. O. (2010). An overview of social networks and economic applications. *The handbook of social economics*, N°1. p. 511-85.

Kankwanda G., Nkenda T. M. M., Nilsson B., Roubaud F., Torelli C., & Wachsberger J. M. (2014). Le marché du travail en République Démocratique du Congo en 2012: Principaux résultats de la Phase 1 de l'Enquête 1-2-3.

Kuépié M., Nordman C. J. (2012-2013). Éducation et marchés du travail à Brazzaville et Pointe Noire (Congo-Brazzaville). STATECO, N°107. p.75-104.

Losch B. (2012). Relever le défi de l'emploi : l'agriculture au centre. Perspective n° 19. CIRAD. Octobre. 4 p.

Nilsson B. (2015). It runs in the family: intra-household labor market correlations**.** *Mimeo*

Nordman C.J., Vaillant J. (2014). Jeunes entrepreneurs et réseaux sociaux : revue de littérature et regard croisé sur les cas malgache et vietnamien *in* Boyer F., Guénard C. (dir.), *Les jeunes du Sud face à l'emploi. Autrepart*. N°71. pp.77-95.

Nordman C. J., Pasquier-Doumer L. (2015). Transitions in a West African labour market: The role of family networks, *Journal of Behavioral and Experimental Economics*. N°54. pp. 74-85.

Nordman C. J., Pasquier-Doumer L. (2014). Vocational Education, On-the-Job Training, and Labour Market Integration of Young Workers in Urban West Africa. *Prospects: Quarterly Review of Comparative Education*. N°44. p. 445-462.

OIT (2013). *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2013: Une génération menace*. BIT Genève, 116 p.

Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J. M. (2012). Travailler dans le secteur informel: choix ou contrainte ?: une analyse de la satisfaction de l'emploi au Vietnam. *in* J.P. Cling, S. Lagrée, M. Razafindrakoto et F. Roubaud, eds, L'économie informelle dans les pays en développement, AFD, 47-66

Roubaud F., Torelli C. (2013). L'emploi, le chômage et les conditions d'activité sur les marchés urbains du travail », in De Vreyer P., Roubaud F. (dir.), *Les marchés urbains du travail en Afrique subsaharienne*. Chapitre 1. Marseille. IRD. p. 53-96.

Ryan, P. (2001). The school-to-work transition: a cross-national perspective, *Journal of economic literature*. N°34. p. 34-92.

Shehu E., Nilsson B. (2014). *Informal employment among youth: Evidence from 20 school-to-work transition surveys*. ILO.

United Nations (2013). *World Population Prospects : The 2012 Revision, Volume I : Comprehensive Tables*. New York. Department of economic and social affairs, population division, 463 p.

Zanuso C., Roubaud F., Torelli C. (2014). Le marché du travail en Haïti après le séisme : quelle place pour les jeunes ? *in* Boyer F., Guénard C. (dir.), *Les jeunes du Sud face à l'emploi. Autrepart*. N°71. p. 135-156.

Principales publications des membres de l'UMR, 2014

Adam A., Bahr Bachar A., Baker C., Biaka Tedang D., Bonkoungou M., Leruth L., Monchy G. de, Meier R. , Mfombouot A., Oshima A., Raffinot M. Vincent N. (2014). "Questions relatives au cadre macroéconomique à moyen terme dans les pays d'Afrique centrale", *Statéco,* 108, pp.3-30.

Bedeccarats F., Demenet A., Nordman C.J., Pasquier-Doumer L., Roubaud F., Savoye B. (2014). "Impact evaluation: methods and application with a thematic focus on microfinance", in Lagrée S. (Ed), *The Perception and Management of Risk. Applied Methodological Approaches to Development*, Edition de l'AFD, EFFEO/ Tri Thuc, Paris, Tam Dao Summer School in Social Sciences, pp.257-297.

Bernard C., Chauvet L., Gubert F., Mercier M. et Mesplé-Somps S. (2014). "La dynamique associative des Maliens de l'extérieur : enseignements tirés de deux dispositifs d'enquête originaux", *Revue Européenne des migrations internationales*, 30(3-4).

Bienaymé A. (2014). "La croissance économique au passé, au présent, à l'avenir", Les conférences du CEDIMES : "Regards croisés sur la croissance des pays émergents et en développement", Paris, 18p.

Bocoum I., Dury S., Egg J., Herrera J., Martin-Prével Y. (2014). "Does monetary poverty reflect caloric intake?", *Food security,* 6(1), pp.113-130.

Bougma M., Pasquier-Doumer L., LeGrand T.K., Kobiané. J-F. (2014). "Fertility and Schooling in Ouagadougou: The Role of Family Networks", *Population*, 69(3), pp.391-418

Boyer F. et Guénard C. (2014). "Sous-employés, chômeurs ou entrepreneurs : les jeunes face à l'emploi", in *Les jeunes du Sud face à l'emploi*, Boyer F. et Guénard C. (dir), *Autrepart*, 71, pp.3-31.

Cézar R. (2014). "The heterogeneous effect of finance on international trade", *Applied Economics*, 46(24), pp. 2903-2919.

Chalmin Ph. (2014). "Aluminium and the London Metal Exchange" in *Aluminium : du métal de luxe au métal de masse : XIXe-XXIe siècle*, Barjot, Dominique; Bertilorenzi, Marco (Eds), pp.189-196.

Chauvet L. et Mercier M. (2014). "Do return migrants transfer political norms to their origin country? Evidence from Mali", *Journal of Comparative Economics,* 42(3), pp.630-651.

Chavagneux C., Ravignan A. (de) et Siroën J. M. (2014). "Traité de libre−échange Europe−États−Unis : l'impasse", *Alternatives économiques*, 339, pp.61−70.

Chort I. (2014). "Mexican Migrants to the US: What Do Unrealized Migration Intentions Tell Us About Gender Inequalities?", *World Development*, 59, pp.535-552.

Chort I., De Vreyer P. et Marazyan K. (2014). "L'apprentissage au Sénégal : déterminants et trajectoires", *Autrepart*, n°71, pp.175-193.

Cling J.-P., Lagrée S., Razafindrakoto M. et Roubaud F. (eds). (2014). *The Informal Economy in Developing Countries*, Routledge: London/New York, 332p.

Cling J-P., Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2014). "Informality, crisis and public policies in Vietnam", in *The informal economy in developing countries,* Cling J-P., Lagrée S., Razafindrakoto M. Roubaud F. (Eds), New York (USA), Routledge, Chapitre 3-15, pp.309-326.

Cogneau D., Houngbedji K., Mesplé-Somps S. (2014). "The fall of the elephant. Two decades of poverty increase in Côte d'Ivoire (1988-2008)", WIDER Working Paper 2014/144, 44p.

Cudeville E. et Guénard C. (2014). "Institutions et développement", *EcoFlash,* n°290,

Mensuel d'informations économiques et sociales du CNDP, septembre, 6p.

Daudin G. (2014). "Cities of Commerce: How can we test the hypothesis?", *Low Countries Journal of Social and Economic History - Tijdschrift voor Sociale en Economische Geschiedenis*, 11(4), pp.103-118.

Daudin G. (2014). Préface de Robert C. Allen, Introduction à l'histoire économique mondiale, La Découverte, 2014.

Daudin, G. (2014). "TOFLIT18: for a better understanding of the French economy", Blog OFCE, 10/10/2014.

Demenet A. (2014). "Transitions entre les secteurs formel et informel en période de crise au Vietnam", *Mondes en Développement*, 2014/2 (n° 166).

Dimova R., Nordman C. J. (dir) (2014). "Understanding the links between labour and economic development", *European Journal of Development Research*, 26(4), Special Issue, pp.387-396.

Duwicquet V., Mouhoud E.M. et Oudinet J. (2014). "International migration by 2030: impact of immigration policies scenarios on growth and employment", *Foresight*, 16(2), pp. 142-164.

Diwan I. (2014). *Understanding the Political Economy of the Arab Uprisings*, London and Hackensack, NJ: World Scientific, 308p.

El Mekkaoui de Freitas N. et Legendre B. (2014). "Constitution d'un revenu complémentaire de retraite: quels sont les facteurs déterminants? ", *Economie et Statistique*, 472-473.

El Mekkaoui de Freitas N. et Oliveira Martins J. (2014). "Health, Pension Benefits and Longevity: How they affect household savings?", *The Journal of the Economics of Ageing*, 3.

Gossé J.B. et Serranito F. (2014). "Long run Determinants of the Current Account in OECD Countries: Lessons for intra-Euro Imbalances", *Economic Modelling*, vol. 38, pp. 451–462.

Grimm M., Gubert F., Koriko O., Lay J. et Nordman C. J. (2014). "Does forced solidarity hamper entrepreneurial activity ? Evidence from seven West African countries" in *The informal economy in Developing countries,* Cling J-P., Lagrée S., Razafindrakoto M. and E. Roubaud F. (Eds), Routledge, New York (USA), Chapitre 2-9, pp.197-214.

Grimm M., Roubaud F., Vaillant J. et Lann J. (2014). "Informal Sector Dynamics in Times of Fragile Growth: the Case of Madagascar", *European Journal of Development Research*, 26(4), pp.437-455.

Gubert F. (2014). "The discourse and practice of co-development in Europe" in *International handbook on migration and Economic Development*, Lucas R. E. B. (Ed), Edward Elgar Publishing, Chapitre 5, pp.113-151.

Guénard C. (2014). "Villes/campagnes (au Sud)", in *Dictionnaire des inégalités,* Pfefferkorn R., Bihr A., Colin A. (Eds), Collection dictionnaire, pp.420-422.

Guillochon B. (2014). "Les conflits autour du libre−échange", *Problèmes économiques*, n° 6 Hors-Série, pp.86−94.

Herrera J. (2014). "Hay que integrar este enfoque monetario con las capacidades de las personas y las libertades", *Revista PuntoEdu*, 310, 3p.

Herrera J. et Hidalgo N. (2014). "Dynamics of informal microenterprises and poverty in Peru: a panel approach" in *The Informal Economy in Developing countries*, Cling J-P., Lagrée S., Razafindrakoto M. and Roubaud F. (Eds), , Routledge, New York (USA), Chapitre 3-14, pp.292-308.

Herrera J., Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2014). "Les sciences sociales au service du débat démocratique au Sud : enjeux, supports, retombées. Résultats d'expériences dans le champ de l'économie statistique" in *La diffusion des savoirs dans l'espace public*, Vidal L.(ed.), Editions IRD.

Herrera J., Roubaud F., Saint-Macary C., Torelli C., Zanuso C. (2014). "Les conditions de vie de la population haïtienne après

le séisme : un diagnostic nécessaire", *Dialogue*, 38, pp.2-9.

Kuépié M. et Nordman C.J. (2014). "Republic of Congo: Education and Labour Market", in *Education in East and Central Africa*, Wolhuter, C. (Ed), Chapter 4, Education Around the World Series, Continuum Books, Bloomsbury Academic: London, pp.89-129.

Laurent E. et Gubian A. (2014). "Les déficits de l'assurance maladie financés de manière largement désintermédiée et à un taux historiquement bas en 2013 et 2014", *Journal de droit de la santé et de l'assurance maladie*, N°3 – 2014, pp.77-85.

Lavallée, E. et Lochard, J. (2014). "The comparative effects of independence on trade", *Journal of Comparative Economics*, http://dx.doi.org/10.1016/j.jce.2014.11.00

Lavallée E. et Roubaud F. (2014). "Does corruption matter for informal sector economic performance? micro data evidence from subSaharan Africa" in *The informal economy in developing countries*, Cling J-P., Lagrée S., Razafindrakoto M. and Roubaud F. (Eds), Routledge, New York (USA), Chapitre 2-8, pp.179-196.

Mesplé-Somps S et Morten J. (2014). "Poor numbers: How we are misled by African development statistics and what do do about it", *African Affairs*, 113(450), pp.148-149.

Muller C. et Nordman C.J. (2014). "Task Organization, Human Capital and Wages in Moroccan Exporting Firms", *Middle East Development Journal*, 6(2), pp.175–198.

Nomura S., Hong S.Y., Nordman C.J., Sarr L.R. et Vawda A.Y. (2014). "An Assessment of Skills in the Formal Sector Labor Market in Bangladesh: A Technical Report on the Enterprise-Based Skills Survey 2012", Discussion Paper Series, Report No. 63, South Asia Human Development Sector, Washington: The World Bank.

Nordman C. J., Hery Rakotomanana F. et Roubaud F. (2014). "Micro analysis of formal-informal nexus in Madagascar: job transitions and earnings dynamics" in *The informal economy in Developing countries*, Cling J-P., Lagrée S., Razafindrakoto M. and Roubaud F. (Eds), Routledge, New York (USA), Chapitre 3-11, pp.233-252.

Nordman C. J. et Pasquier-Doumer L. (2014). "Vocational education on-the-job training, and labour market integration of young workers in urban West Africa", *Prospects: Quarterly Review of Comparative Education*, 44(3), pp.445-462.

Nordman C. J. et Pasquier-Doumer L. (2014). "Transitions in a West African Labour Market: the Role of Family Networks", IZA Discussion paper n° 8349, Germany, 38.

Nordman C. J., Vaillant J. (2014a). "Entreprenariat informel et genre à Madagascar : quel rôle jouent les normes de solidarité et les responsabilités domestiques dans les écarts de performances ?", *Mondes en développement*, 42(2), pp.59-72.

Nordman C. J., Vaillant J. (2014b). "Jeunes entrepreneurs et réseaux sociaux : revue de littérature et regard croisé sur les cas malgache et vietnamien", *Autrepart*, 3/2014 (N°71), pp.77-95.

Oudin X. (2014). "Long term dynamic of the labour market in Thailand: transitions between the formal and informal sectors" in *The informal economy in developing countries*, Cling J-P., Lagrée S., Razafindrakoto M., Roubaud F. (Eds), Routledge, New York (USA), Chapitre 3-13, pp.274-291.

Pasquier-Doumer L. (2014). "Being informal self-employed from one generation to the next: a constrained choice or better income prospects? Evidence from seven West-African countries" in *The informal Economy in Developing countries*, Cling J-P., Lagrée S., Razafindrakoto M., Roubaud F. (Eds); New York (USA), Routledge, Chapitre 1-3, pp.74-92.

Razafindrakoto M., Cling J-P. et Roubaud F. (2014). "Transition économique et

dynamique sur le marché du traval au Viet-Nam : caractéristique et rôle de l'économie informelle", In Viêt-Nam en transitions, Terssac de G., Truong An Quoc, Catlla M. (dirs.). Lyon, ENS Editions, Edition De l'orient à l'occident, pp.175-193.

Razafindrakoto M., Roubaud F. et Wachsberger J-M. (2014). "Working in the informal sector: a free choice or an obligation? An analysis of job satisfaction in Vietnam" in *The informal Economy in Developing Countries,* Cling J.-P., Lagrée S., Razafindrakoto M. and Roubaud F. (Eds), Routledge, New York (USA), Chapitre 1-2, pp.50-73.

Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. (eds) (2014). "Madagascar : anatomie d'un état de crise", *Afrique Contemporaine* No. 251, numéro spécial, 2014/3.

Razafindrakoto M., Roubaud F. et Wachsberger J.M. (2014). "Madagascar : d'une crise l'autre", *Afrique contemporaine*, n° 251, pp.13-22.

Razafindrakoto M., Roubaud F. et Wachsberger J.M. (2014). "Elite, pouvoir et régulation à Madagascar", *Afrique contemporaine*, n° 251, pp.25-50.

Razafindrakoto M., Roubaud F. et Wachsberger J.M. (2014). "L'économie malgache dans l'impasse ?", *Afrique contemporaine*, n° 251, pp.146-148.

Roubaud F. (2014). "A Bottom-Up Look at the Crisis in Abidjan: Ethnicity, Governance, and Democracy", *Afrique Contemporaine*.

Saint-Macary, C. (2014). Microeconomic impacts of institutional change in Northern Vietnam: empirical studies on social capital, land and credit institutions, Peter Lang Verlag, Frankfort, Germany.

Senne J-N. (2014). "Death and Schooling Decisions over the Short and the Long Run in Rural Madagascar", *Journal of Population Economics,* **27**, pp.497–528.

Siroën J-M. (2014). "Le cycle de Doha : quelles solutions pour sortir de l'enlisement ? " in *Les dérèglements économiques internationaux : crise du droit ou droit des crises ?*, Gherari H. (Ed), Paris, Editions A. Pedone, pp.115-126.

Siroën J-M. (2014). "L'économie mondiale, un navire sans capitaine ?", *Problèmes économiques*, Hors série n°6, pp.113-120.

Siroën J-M. (2014). "Existe-t-il une approche française de la mondialisation ?", *Problèmes économiques*, n° 3094, pp.58−63

Siroën J-M. (2014). "Existe-t-il une approche française de la mondialisation ?", *Economie appliquée*, Tome LXVII n° 1, pp.187-205.

Yucer A., Guilhoto J. and Siroën J-M. (2014). "Internal and international vertical specialization of Brazilian states - an input-output analysis", *Revue d'Economie Politique*, 124(4), pp.597-610.

Zanuso C., Roubaud F. et Torelli C. (2014). "Le marché du travail en Haïti après le séisme : quelle place pour les jeunes ? ", *Autrepart* No. 71(3), pp.135-156.

Thèses et HDR soutenues en 2014

Mesplé-Somps Sandrine
« Développement, politiques publiques et migration (HDR)
Université Paris-Dauphine
Sous la direction de Philippe De Vreyer.
Février 2014

Mercier Marion

Migration, development and politics in the homeland
Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
Sous la direction de Thierry Verdier et Lisa Chauvet
Septembre 2014

Ecole d'Hiver en Sciences Sociales de Pondichéry
Bilan de la première édition

L'Ecole d'Hiver en Sciences Sociales de Pondichéry (*Social Sciences Winter School in Pondicherry*) est un projet ambitieux de collaboration entre l'Institut Français de Pondichéry (IFP), l'Université de Pondichéry, le Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS, CNRS-EHESS) et DIAL (IRD). Son objectif est de développer une offre pluriannuelle de formation intensive et pluridisciplinaire aux théories, méthodes et outils de la recherche en sciences sociales. Le projet participe à la structuration du partenaire, en particulier l'Université de Pondichéry, et à son renforcement en capacité d'offre de formation. Ce projet veut aussi renforcer le régionalisme et la pluridisciplinarité en sciences sociales, et favoriser le transfert de compétences et la valorisation de compétences locales.

La première édition a eu lieu au *Centre for Study of Social Exclusion and Inclusive Policy* (*School of Social Sciences and International Studies, Pondicherry University*) du 7 au 13 Décembre 2014. Elle a rassemblé une cinquantaine d'étudiants de tous les domaines des sciences sociales (niveau Master 2 ou Doctorat) et de jeunes enseignants-chercheurs, basés en Inde et à l'étranger, dont trois Européens. Pendant cinq jours, ils ont été formés par une équipe de respectivement 9 et 11 enseignants-chercheurs français et indiens. Le thème choisi pour l'édition 2014 était : "Santé et défis sociétaux: Approches méthodologiques en sciences sociales".

La formation de cinq journées, dispensée exclusivement en anglais, s'est articulée autour de trois pôles :
- des séances plénières animées par des chercheurs expérimentés et visant à présenter l'état de l'art et les enjeux théoriques et méthodologiques d'un thème de recherche ;
- des ateliers méthodologiques et pluridisciplinaires, "à la carte", s'articulant autour de travaux dirigés et interactifs en petits groupes : modèles théoriques, analyse de textes, manipulation de données et de sources diverses, méthodes d'enquête et d'analyse de données, etc.
- une demi-journée de restitution des connaissances qui s'est faite sous la forme d'une présentation orale d'un projet de recherche original par chaque atelier devant l'ensemble de l'école (stagiaires, intervenants et comité scientifique), et la remise d'un certificat de validation des acquis, reconnu en Inde.

Nous tenons à remercier ici tous les partenaires institutionnels, l'Université de Pondichéry, l'Institut Français de Pondichéry (IFP), le Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS) à Paris, le programme Action Thématique Structurante (ATS) de l'IRD, ainsi qu'Hesam Université en France, les principaux bailleurs de fonds de l'événement. Il doit être mentionné ici que cet événement n'aurait jamais été possible sans la présence d'étudiants et de formateurs motivés venus de toute l'Inde et de France, qui ont contribué à faire de la première édition de cette école d'hiver un indéniable succès. Cette expérience est un exemple de la façon dont l'on peut perpétuer et enrichir les partenariats académiques locaux déjà existants, tout en les étendant à de nouveaux instituts de recherche à l'étranger. L'objectif est de renouveler cette expérience en décembre 2015. Le thème retenu pour la deuxième édition est celui des mobilités, incluant l'ensemble des formes de déplacement, de circulation et de migration abordées au prisme de la mondialisation et de ses enjeux sociétaux. Quatre ateliers méthodologiques sont en cours de constitution, suivant les critères que nous nous sommes fixés : international avec une dominante franco-indienne, pluridisciplinarité avec toutefois une dominante disciplinaire par atelier, mélange de chercheurs expérimentés et de jeunes chercheurs. Toutes les informations relatives à l'organisation, la conduite et le suivi de l'événement est accessible sur le site dédié : http://winterspy.hypotheses.org/

Social Sciences Winter School

An International Collaborative Project

Health and Societal Challenges

Methodological Approaches in Social Science Research

Puducherry
8-12 December, 2014

Photo Booklet

Organized by

Centre for Study of Social Exclusion and Inclusive Policy
School of Social Sciences & International Studies
Pondicherry University

Department of Social Sciences,
French Institute of Pondicherry

Ouverture du double diplôme de M2 « Economie internationale et développement » GASS-Université Paris Dauphine, Vietnam

Objectives

This programme trains economic analysts and researchers to achieve expertise in globalization and economic development. The curriculum provides for two Master degrees:

- MA degree of International Economics certified by the Graduate Academy of Social Sciences
- MA degree of International Relations and Development, major of International Economics and Development certified by University of Paris-Dauphine.

Based on a strong theoretical corpus, the most recent quantitative techniques, and a good deal of practical applications, the programme of study analyses the causes and effects of economic globalization on national or international institutions, in developed, emerging and developing countries.

This training programme is developed in close association with the research centre DIAL (University Paris-Dauphine and IRD, http://en.dial.ird.fr/), and the research programme NOPOOR. (http://www.nopoor.eu).

Career Prospects

The programme leads to a career as professional economist with an international outlook and leadership responsibilities in the government, the international or non-governmental organizations, or in private services of economic analysis and forecasting. Achieving this degree is also a preparation towards a PhD.

Course organization

The 2-year programme is comprised of 400 hours of courses and seminars (60 units (ECTS) provided by University of Paris-Dauphine plus 10 units to obtain the degree of Graduate Academy of Social Sciences).

Language of teaching: English

Location: Graduate Academy of Social Sciences, 477 Nguyen Trai Street, Thanh Xuan District, Hanoi.

Contact

http://www.dial.ird.fr
http://www.gass.edu.vn
http://mastergass.dauphine.fr